

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21924 - 81ÈME ANNÉE

Un sujet absent de la campagne électorale des communales

Journée mondiale des pauvres : à La Réunion, faillite face à la pauvreté organisée



La pauvreté à La Réunion, qui frappe plus de 40 % de la population, n'est pas un hasard mais le produit d'un système néocolonial qui maintient l'île dans le sous-développement et la dépendance. La Journée mondiale des pauvres du Vatican, relayée à La Réunion, est un révélateur de l'inaction, les candidats aux communales ignorent ce fléau. Seule l'émergence d'une économie réunionnaise et créatrice d'emplois permettra de briser ce modèle et de sortir durablement de la pauvreté.

Ce 15 novembre, le Vatican organisait la Journée mondiale des pauvres, une initiative lancée en 2016 par le pape François afin de combler le vide moral et politique laissé par les puissances occidentales. À La Réunion, les représentants de l'Église ont tenu un rassemblement, discours compatissants à l'appui. Mais sur notre île, la compassion ne suffit plus : la pauvreté n'est pas une fatalité, c'est le produit d'un système pensé, construit, entretenu.

Plus de 40 % des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté. La majorité des moins de 18 ans grandit

dans un foyer touché par une précarité chronique. Comment peut-on accepter qu'en 2025, au sein d'un territoire sous souveraineté française depuis plus de 350 ans, un enfant sur deux soit privé des moyens élémentaires d'émancipation ?

La pauvreté pilier du néocolonialisme

La réponse est simple, et elle dérange : la pauvreté est l'un des piliers du néocolonialisme. Elle n'est pas un accident, mais un outil. Le système économique imposé à La Réunion repose sur un chômage de masse qui rend la population dépendante, vulnérable et politiquement neutralisée. Car un peuple assommé par la survie et dépendant d'aides sociales peut difficilement contester l'ordre établi.

Sous-développement programmé : voilà la réalité que beaucoup s'efforcent de masquer. L'île reste une plateforme de consommation saturée de produits importés de France, étouffant toute possibilité de développement industriel, énergétique ou agricole. Les secteurs stratégiques — énergie, canne, banques, BTP, eau, assainissement, grande distribution — sont verrouillés par des groupes extérieurs qui se servent ici, mais investissent là-bas. Les profits réalisés sur notre territoire sont rapatriés en France, transformant La Réunion en lessiveuse de capitaux : les transferts publics, les aides sociales, les subventions aux entreprises deviennent, au bout du circuit, des profits privés qui quittent l'île.

La pauvreté pas une fatalité

Dans ce système, la pire menace pour l'ordre néocolonial serait l'émergence d'une économie réunionnaise contrôlée par les Réunionnais, créatrice d'emplois pérennes. Car cela signifierait la fin d'un système où notre pauvreté enrichit d'autres pays. Ce serait la fin de l'illusion d'un "développement" importé de France et la naissance d'un véritable projet réunionnais.

Pourtant, au moment où se profilent les élections communales, le silence est assourdissant. Les futurs candidats défilent... mais pour les 40 % de pauvres ?

Rien. Pas une vision, pas un programme, pas une stratégie. Pourtant, ailleurs, des pays l'ont fait. La Chine dirigée par un Parti communiste a sorti 800 millions de personnes de la pauvreté en plaçant cette priorité au cœur de son projet de développement national. Pourquoi serait-ce impossible ici ? Pourquoi La Réunion ne pourrait-elle pas mettre en œuvre un plan massif de création d'activités génératrices de revenus, d'industrialisation adaptée, de soutien aux petites entreprises, d'émancipation économique ? Pourquoi faudrait-il se résigner à survivre dans un modèle qui n'a aucune intention de nous libérer ?

Quel processus électoral démocratique à La Réunion ?

Peut-on parler de démocratie lorsque près de la moitié du peuple vit dans la pauvreté ? Comment prétendre à un débat électoral sincère quand tant de citoyens doivent choisir entre payer l'électricité ou se nourrir ?

La Journée mondiale des pauvres nous rappelle que la charité n'est pas la justice. Ce qui manque à La Réunion, ce n'est pas la compassion : c'est la volonté politique de rompre avec un système qui fabrique de la pauvreté pour mieux dominer.

Le temps des discours doit céder la place à l'action. Aux décideurs d'agir — ou de laisser la place à ceux qui auront enfin le courage de mettre fin à ce cycle et d'ouvrir la voie à une économie réunionnaise émancipatrice, créatrice d'emplois et digne de son peuple.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Grande manifestation dans les rues de Belém

À Belém, la marche des peuples réaffirme : sans justice pour les peuples autochtones, pas de climat stable

À Belém, ce week-end, la rue a parlé plus fort que les salles climatisées de la COP30. Des milliers de voix, mêlant peuples autochtones, jeunes militants, défenseurs des forêts et organisations sociales, ont envahi la ville pour rappeler une évidence que les dirigeants persistent à ignorer : l'Amazonie n'est pas un décor de négociation, c'est un territoire vivant qui saigne.

Samedi à Belém, sous un soleil écrasant, les marcheurs brandissaient une immense planète gonflable, fragile comme notre avenir, et un drapeau brésilien détourné proclamant « Amazonie protégée ». Une fête combative, une clameur populaire, un refus collectif d'assister en silence à l'effondrement du vivant. Car pendant que les chefs d'État enchaînent les discours, la destruction continue. Et les premières victimes, toujours les mêmes, sont celles et ceux qui protègent la forêt depuis des millénaires.

« Nous assistons à un massacre »

« Nous assistons à un massacre », a lancé Benedito Huni Kuin, la voix brisée mais déterminée. À 50 ans, ce gardien de la forêt voit son territoire rongé par l'orpaillage, la déforestation et les milices armées. Comment croire encore aux promesses creuses quand ceux qui devraient défendre la vie hésitent à nommer les responsables de sa destruction ?

La jeunesse, elle, refuse la résignation. Ana Heloisa Alves, 27 ans, parle d'un souffle inédit : « On ne peut plus nous ignorer ». Et elle a raison : quand des milliers de corps occupent la rue, c'est la démocratie qui respire.

Pendant ce temps, l'ONU alerte : la planète dépasse la trajectoire des +1,5 °C. Et malgré l'urgence, les dirigeants n'annoncent rien de neuf, rien de courageux, rien qui ressemble à la transformation radicale dont le monde a besoin. Les pays riches tergiversent, les multinationales s'acharnent, et les

financements promis aux pays vulnérables restent de simples lignes sur un papier.

Quelle mesures contre la crise ?

Mais à Belém, un message a éclaté comme un tambour : nous n'attendons plus. Les peuples autochtones exigent des sièges, des droits, des décisions. Ils réclament non pas d'être « intégrés » à la COP, mais de la transformer. Car sans eux, sans leur savoir, sans leur résistance, il n'y aura ni forêt, ni climat, ni futur.

À Belém, la marche des peuples a déjà ouvert la voie. Aux dirigeants, maintenant, d'entendre — ou d'être dépassés.

M.M.



Oté

Fitintan nou té produi in bonpé zidé issi La Rényon.

Mézami si mi di azot, fitintan nou téi yèm diskite lé z'inn avèk lé z'ote, pou fèr kékshoz pou nout péi. Dépi nout jénèss nou téi diskite épi nou téi propoz bann solission pou nout péi La Rényon.

L'avé bann parti biensir, l'avé ossi bann sindika, mé l'avé galman bann mouvman d'jenn, bann mouvman pou lé fam é nout toute san prétanssion nou téi désside fé kékshoz pou nout péi. Dann tan nout péi lété martirizé, son popilssion galman é sé pou sa nou téi vé fé kékshoz pou lo péi épi son bann zabitan.

Mi rapèl l'avé in kantité mouvman é tout l'avé konm prinssip ansèrv lintéré zénéral nout péi La Rényon pa ansèrv anou é sa lété konm in vérité nou téi diskite mèm pal o bien-fondé...

Si mi rapèl bien in ote prinssip travaye lété k'i falé pa ète toussèl, mé groupé. Pa groupé pou la form mé groupé pou l'akssion avèk in lassosyasion téori-pratik mé zot va dir amwin sa i date pa d'yèr... Si zot i souvien in tn dann nout zoinal téi parl Robinet de Lassèrve, in ga téi apartrien mouvman bann frankréol épi l'avé pran la tête in mouvman l'amenn lotonomi pou La Rényon dann bann zané 1830.

Aprés mi pé dir azot nout parti li ossi la touzour assossyé la téori épi la pratik — L'ané 1959 dann son promyé kongré li la produi son bann tèz — Pou fé konète la téori nou téi fé zoinal : l'avé biensir Témoignages mé pa solman pars sa té i a parète anou konm in lobligassion kissoi in zournal pou vréman kissoi bann rovi pou nou ésplike tout nout poinn-vizé dsi tout bann késtyon fondamantal pou nou.

Koméla mwin néna dan l'idé bann prodiktèr d'zidé lé in pé rar mé akoz lo tan lontan i roviendré pa. Hin ! akoz pa !

A bon antandèr salu.

Justin